Zeitschrift: Revue Militaire Suisse

Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse

Band: 136 (1991)

Heft: 2

Artikel: Les services de renseignements à cœur ouvert? : agents et policiers se mettent à parler

Autor: Weck, Hervé de

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-345071

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les services de renseignements à cœur ouvert?

Agents et policiers se mettent à parler...

par le lt-colonel Hervé de Weck

Depuis quelques années, en Occident, des personnes ayant appartenu à des services de renseignements ne se sentent plus tenues, comme leurs prédécesseurs, par l'obligation de discrétion et par le souci de préserver à tout prix les «secrets d'Etat». Elles écrivent leurs mémoires et participent à des débats publics. Le comte de Marenches, ancien patron des services secrets français, a autorisé la publication de ses entretiens avec Christine Ockrent[1] au cours desquels il fait peu de polémique, se contentant de souligner que seuls de véritables hommes d'Etat, comme le président Georges Pompidou, se montrent capables de prendre en compte les «mauvaises» nouvelles annoncées par leurs spécialistes du renseignement. Il souligne également que la C.I.A. souffre d'une grave «maladie» dont elle ne va pas se relever de sitôt: elle se révèle incapable de maintenir le secret sur ses opérations.

En revanche, Daniel Burdan, un ancien agent de la D.S.T., règle ses comptes[2]; Georges N'Guyen Van Loc, le commissaire qui créa et commanda le Groupe d'intervention de la police de Marseille, en fait de même[3]. Pierre Marion, qui assuma la direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E.) en 1981, au moment où François Mitterrand s'installait à l'Elysée, dénonce le lobby militaro-industriel français qui impose des programmes d'armement que ne justifient ni les missions des forces armées, ni leur stratégie, ni le simple bon sens. Selon lui, la D.G.S.E. est bien malade, parce qu'elle vit en symbiose avec le commandement militaire et sous l'autorité du ministre de la Défense[4].

Bob Woodward, du *Washington Post*, dans la meilleure tradition du journalisme d'investigation aux Etats-Unis, dévoile les crises, les irrégularités et les insuffisances de la C.I.A. Pour écrire son livre, il a rassemblé des documents secrets, cuisiné et fait parler des hauts fonctionnaires, dont William Casey, le président de la C.I.A. sous Ronald Reagan[5].

L'avion de détection électronique AWACS est équipé de radars d'une portée de 400 km, même lorsque l'appareil vole à basse altitude. Il peut détecter et suivre simultanément 300 objectifs. Trois de ces engins suffiraient à assurer la couverture radar totale du territoire français et de ses approches.

Règlements de compte à la D.S.T.?

A la fin des années 1970, la «politique politicienne» joue un grand rôle dans le traitement des affaires au sein de la division antiterroriste de la D.S.T. A l'approche des élections présidentielles de 1980, on ouvre de nombreux dossiers concernant les personnalités de la gauche, parmi lesquelles Lionel Jospin qui sympathise avec la cause palestinienne, avec des groupuscules qui «servent en réalité de base passive d'information à des organisations qui les manipulent en jouant sur la sincérité militante de leurs membres». Avec l'élection de François Mitterrand, la peur s'installe parmi les responsables de la D.S.T. «Remue-ménage aux

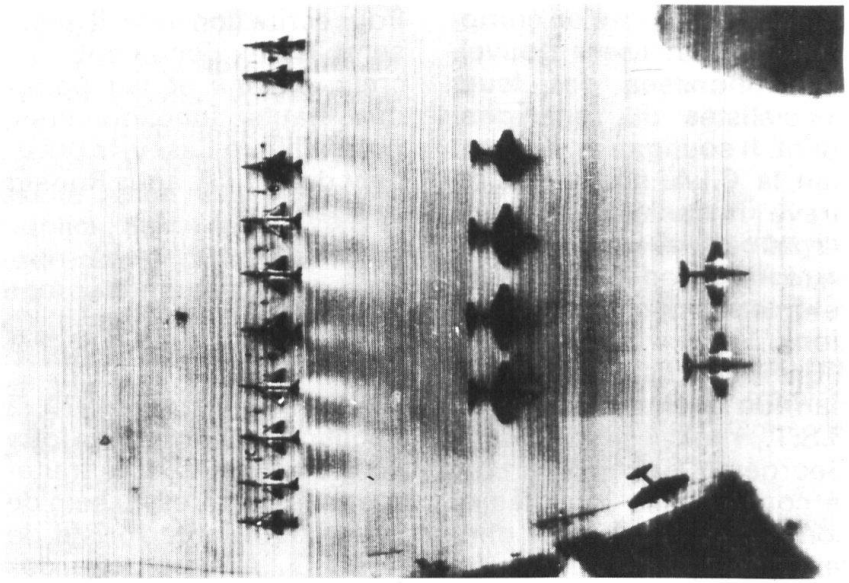
archives: les dossiers les plus épais sur les hommes de gauche sont épurés, ceux des hommes de droite disparaissent.»

Les nouveaux responsables de l'antiterrorisme, nommés par Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, ne connaissent rien au problème. Ultérieurement, la désignation de Charles Pasqua par le Premier ministre Jacques Chirac sera vécue comme une catastrophe. Certains responsables de la D.S.T. refusent dès lors de collaborer avec le nouveau ministre, si bien que le rendement de la division antiterroriste baisse sérieusement.

Daniel Burdan, un agent tout d'abord très bien noté par ses supérieurs, va perdre sa place. «Pour n'avoir jamais dérogé aux engagements pris, au respect des traditions, à la morale de ma profession, j'ai été lâché par la hiérarchie policière et par les hommes politiques qui m'avaient utilisé dans une mission délicate en septembre 1986, au moment où les attentats se succédaient dans Paris. J'ai été sacrifié sur l'autel de la cohabitation.» Burdan se fait «virer», parce qu'il a conduit une opération de recherche de renseignements ordonnée par un conseiller de Charles Pasqua. A la D.S.T., on pense toujours qu'il ne faut pas travailler avec un ministre qui ne restera pas au pouvoir plus d'un an. Pendant l'opération – guerre des polices! – les supérieurs de Burdan font intervenir un commando du G.I.G.N.[6], vraisemblablement pour faire tomber Pasqua. Celui-ci, après coup, ne soutiendra pas Daniel Burdan qui passe, auprès de ses chefs, pour un «empêcheur de magouiller en rond». On le mute dans un commissariat où il comptera les contraventions...

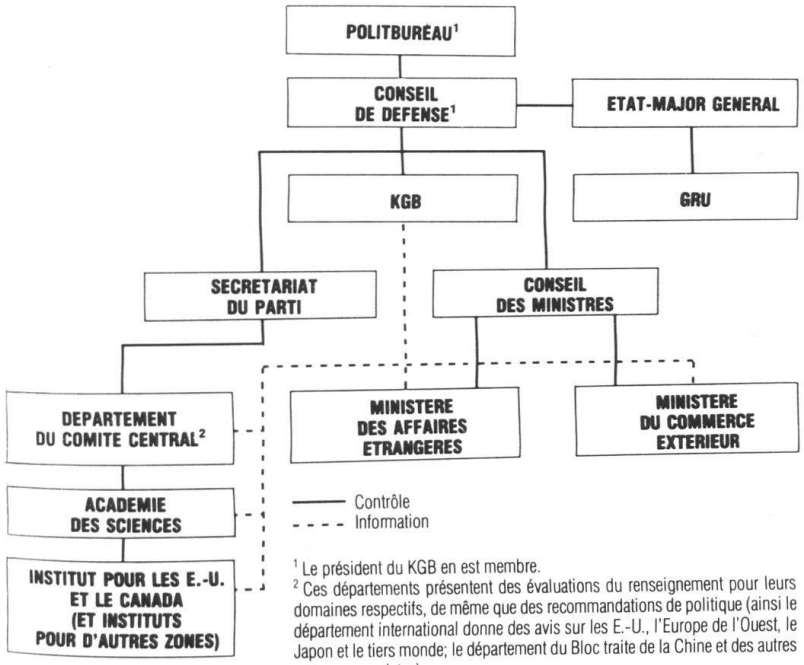
Dès son entrée en fonctions à la D.S.T., il avait compris que ceux qui y travaillaient sont des «loups» les uns pour les autres. En opération, ils se trouvent souvent paralysés par la peur de mal faire et le manque de compétences. «Entre les collègues jouant les pucelles effarouchées lorsqu'il s'agit de fouiller un mec, les patrons qui perdent les pédales et ceux qui ont la trouille de se faire engueuler, j'ai l'impression d'être au *Couvent des Oiseaux*.» Lorsqu'une opération échoue, le gouvernement en limoge les responsables, sans tenir compte de leur Légion d'honneur et de leurs états de service. La collaboration entre les différents services de renseignements et polices de l'Hexagone reste généralement inexistante, voire mauvaise. Il ne faut donc pas s'étonner qu'en 1986, les Syriens aient réussi à recruter, sans susciter de soupçons, deux agents dans l'entourage immédiat d'un des plus hauts personnages de la République.

A la D.S.T., les agents travaillent par équipe de deux; la planification de leur engagement se fait une semaine à l'avance. Ce sont les trois fois huit heures comme à l'usine. Ils surveillent un individu jusqu'à ce qu'une autre équipe prenne la relève. Tout ce beau monde travaille à l'aveuglette, c'est-à-dire sans savoir le pourquoi de cette surveillance. On tient un «journal de combat», heure par heure. Si le suspect «va téléphoner, on essaie de s'approcher de la cabine afin de recomposer le numéro à partir du son.» On cherche à photographier les personnes qu'il contacte.



Cette image thermique en infra-rouge montre des avions à différents stades de préparation. Certains se ravitaillent, d'autres ont leurs moteurs qui tournent...

TABLEAU 4 : LA PLACE DU KGB ET DU GRU DANS LE SYSTEME SOVIETIQUE



[1] Le président du KGB en est membre.
[2] Ces départements présentent des évaluations du renseignement pour leurs domaines respectifs, de même que des recommandations de politique (ainsi le département international donne des avis sur les E.-U., l'Europe de l'Ouest, le Japon et le tiers monde; le département du Bloc traite de la Chine et des autres pays communistes).

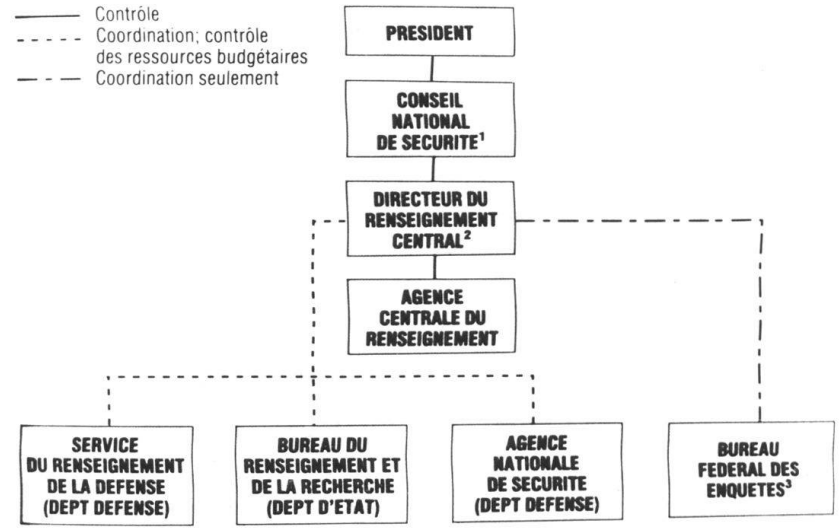
Chaque agent reçoit mensuellement, en plus de son salaire officiel, une somme que les responsables attribuent «à la tête du client»; il s'agit en réalité d'une récompense pour le travail fourni. Les «ronds-de-cuir», qui ne fournissent que leurs huit heures par jour, ne touchent pas un gros pactole. Officiellement, l'administration n'a pas connaissance de ce système de primes... Pour justifier ces sorties d'argent, les intéressés établissent des notes de frais. Chacun essaie sans cesse de découvrir ce que les autres reçoivent.

A l'encontre de ceux qui se rendent coupables de fautes dans leur service, les supérieurs prononcent des punitions: certains pourront passer six mois, huit heures par jour, derrière des persiennes fermées, à surveiller les allées et venues d'un suspect. Les agents s'ennuient ferme; c'est à qui trouvera un prétexte pour quitter la planque. Des équipes de «punis» en arrivent à réduire peu à peu les permanences, à abandonner la surveillance, tout en continuant à noter les activités supposées du suspect!

Méthodes des terroristes

Au début des années 1970, la D.S.T. ne dispose que de moyens dérisoires pour lutter contre le terrorisme. Il faudra attendre 1975, que Carlos descende trois agents à Paris, au Quartier latin, pour que la division concernée reçoive des voitures rapides, du matériel adéquat pour les photographies et les écoutes téléphoniques, des gilets pare-balles. «Faute de pouvoir nous doter d'un armement approprié, rapporte Pierre Burdan, la direction nous permet de l'acheter à titre personnel. Nous achetons presque tous

TABLEAU 6 : LA PLACE DE LA CIA DANS LE GOUVERNEMENT AMERICAIN



[1] Président, vice-président, Secrétaire d'Etat, Secrétaire à la Défense.
[2] Est aussi directeur de l'Agence centrale de renseignement.
[3] Contre-information intérieure US

une arme, en général de fort calibre. Les séances d'entraînement au tir sont plus fréquentes.» Le matériel informatique n'arrivera qu'en 1984. «En 1981, rappelle Pierre Marion, après que la subversion eut déjà connu d'inquiétants développements, son traitement à la D.G.S.E. était le fait d'un seul officier dont l'excellente mémoire ne pouvait pallier l'absence de méthode rigoureuse, de fichier, de documentation écrite[7].»

En décembre 1985, des bombes sautent au Printemps et aux Galeries Lafayette, faisant 35 blessés parmi des passants que les terroristes considèrent comme coresponsables de la politique du Gouvernement français. A la D.S.T., on pense que les autorités syriennes et lybiennes portent une large part de responsabilité dans cette vague d'attentats qu'elles exploitent politiquement. On y voit également la «main» du K.G.B., un grand nombre de terroristes ayant suivi des stages de formation dans les pays de l'Est. La C.I.A. apprécie la situation de la même façon; elle a même identifié l'Union soviétique derrière les actions des Brigades rouges et de la Fraction Armée rouge. En réalité, plusieurs informations clés concernant ces deux groupuscules extrémistes provenaient d'articles parus en Italie qui faisaient partie d'une opération de propagande clandestine montée par l'agence! Dans un tel contexte, où se trouve la vérité, qui fait de la désinformation?

Durant la guerre d'Algérie, des membres du Front national de libération avaient effectué des stages derrière le «rideau de fer», ce qui avait permis au K.G.B. de constituer des dossiers. Ceux-ci permettront, le moment venu, de relancer certains de ces individus. Ainsi, le groupe Abou Nidal semble avoir recruté de cette manière les premiers membres de ses réseaux en France. Dans la plupart des cas, il s'agit de pères de famille jusque-là bien tranquilles, qui travaillent régulièrement. Un de ces «agents dormants» détient des explosifs, un autre des détonateurs, un troisième des armes. Ces matériels se trouvent généralement dans des caches, bien avant le début des actions terroristes.

A un signal convenu, ces «braves gens», sans jamais se rencontrer, vont déposer des colis dans des consignes de gare. Le spécialiste qui confectionnera la bombe vient les récupérer, avant de placer le produit fini dans un autre endroit sûr. Le poseur intervient alors; au téléphone, il échange le mot de passe avec un interlocuteur anonyme qui lui indique où il peut prendre livraison de l'engin. Il trouve, avec le colis, le plan des lieux de l'attentat. Cet ultime maillon de la chaîne, c'est souvent un idéaliste, un fanatique religieux qui n'a jamais vu une bombe de sa vie.

Les aléas de l'antiterrorisme

Les techniques policières traditionnelles ne permettent pas de repérer de tels individus. Il faut rechercher des bribes d'informations, un peu comme les officiers de renseignements pendant le combat, ce qui exige un bon «réseau de base». A la D.S.T., il s'agit en premier lieu d'un fichier conçu pour une partie de la France, qui recense les sources possibles. Les fiches des personnes trop âgées ou auxquelles on ne recourt plus restent classées, au moins jusqu'au décès des intéressés.

En 1985, la lutte contre le terrorisme en France reste la chasse gardée de la D.S.T. qui exploite les renseignements rassemblés par toutes les polices et les services secrets de la République. Les responsables de ces organisations vont vite comprendre le bénéfice qu'ils peuvent tirer en agissant dans le domaine du contre-terrorisme. La «guerre des polices» provoque rapidement une dangereuse «gangrène»: chacune garde jalousement ses informations, les protégeant derrière un rempart de désinformation. La cellule antiterroriste de l'Elysée ne travaille pas avec la D.S.T. qui, pour sa part, n'a rien à attendre des Renseignements généraux et de la Direction générale de la sécurité extérieure. Même à la D.S.T., certains agents se font dessaisir de dossiers qui prennent une dimension politique. Que d'individus «ignorés» ou libérés sur ordre du gouvernement ou de l'Elysée, par crainte de représailles ou dans le but de rester en bons termes avec l'Iran, la Syrie, l'Irak et la Lybie! Pourtant, les candidats à la division antiterroriste ne manquent pas, car on sait que ce genre de travail favorise un avancement rapide.

Pendant la présidence de Ronald Reagan, jamais la C.I.A. ne parvient (on peut admettre que les services français essuient le même échec) à infiltrer les groupes terroristes du Proche-Orient. La raison en est simple: tout candidat à l'adhésion se voit imposer une épreuve immédiate, celle de tuer l'individu qu'on lui désigne... Les agents américains n'ont pas le droit d'agir de cette façon.

La lutte contre le terrorisme implique une collaboration internationale qui, parfois, provoque des déceptions. Daniel Burdan prétend qu'en 1984, «la Suisse est un sanctuaire pour les Palestiniens qui circulent dans ce pays assez librement. Les Suisses ne nous ont jamais aidés. Au contraire, ils ont tendance à prévenir les gens que nous recherchons. Ils ne veulent pas d'ennuis chez eux.»

La D.S.T., comme la C.I.A., empoigne mal le problème des otages au Proche-Orient. Ses têtes pensantes ne comprennent pas qu'il ne sert à rien de négocier en position de faiblesse avec des fanatiques; elles ne saisissent pas qu'«à l'exception des chefs, les militants palestiniens ne sont pas seulement motivés par l'idéologie», mais qu'ils agissent aussi comme des truands dont les besoins d'argent sont illimités.

Selon Daniel Burdan, le problème, au début, était très simple. Il fallait chercher qui se trouvait à l'origine des enlèvements. Les services français vont partir dans tous les sens, sans jamais frapper à la bonne porte. Par maladresse, ils transforment des règlements de compte en événements internationaux qui échappent complètement aux terroristes-truands et aux services secrets. Les politiciens arabes voient très vite le parti qu'ils peuvent tirer de la situation. La France, qui jouit d'un grand respect dans la région, use en vain de son crédit pour retrouver quelques-uns de ses ressortissants, alors que les événements qui ensanglantent quotidiennement le Proche-Orient semblent laisser de marbre ses autorités. Belle occasion d'humilier la France et ses gouvernants!

Que penser, d'autre part, de l'attitude des media en Occident, à l'affût du sensationnel et de ce qui peut – taux d'écoute oblige – émotionner le «cher public»? Les journalistes oublient trop souvent que l'intérêt national postule parfois que les autorités agissent dans l'intérêt bien compris de l'ensemble de la population, sans se préoccuper en première urgence de cas particuliers, de considérations électoralistes ou sentimentales.

Que de reportages sur les groupes d'intervention antiterroristes! La dureté de l'entraînement subi par ces hommes impressionne. Pourtant, des mises en scène, normales lors de démonstrations, ne risquent-elles pas de fausser les idées? Georges N'Guyen Van Loc, qui fut longtemps patron du Groupe d'intervention de la police marseillaise, écrit dans ses souvenirs: «(...) on a voulu me faire admettre qu'on pouvait se balancer à partir d'un hélicoptère, se projeter à travers une fenêtre vitrée et abattre un preneur d'otage surpris dans la pièce. C'est du cinéma et de la littérature. (...) Techniquement lorsqu'on passe à travers une fenêtre (...), le premier réflexe est de se protéger des éclats et d'assurer sa réception... quand on ne loupe pas l'ouverture. De ce fait, on se livre en victime à un truand ou à un terroriste chevronné.»

Evoquer les mesures de précaution indispensables, lorsqu'une personnalité comme le juge Falconne vient travailler à Marseille, suscite moins d'intérêt. A l'hôtel, ce spécialiste de la lutte antimafia change tous les jours de chambre et d'étage. Les hommes de N'Guyen Van Loc occupent en permanence la pièce située de l'autre côté du couloir; ils surveillent celles qui se trouvent au-dessus et au-dessous de la pièce occupée par Falconne. La relève s'effectue toutes les deux heures, afin que la vigilance ne baisse pas. Chaque fois que le juge se rend auprès de ses collègues de Marseille, l'itinéraire est différent. En cas d'attentat, les chauffeurs appliqueront les mesures de «protection immédiate», les voitures d'escorte servant de «boucliers» qui permettent à celle où se trouve Falconne de décrocher.

Force et faiblesse de la C.I.A.

La C.I.A. ne fait pas de renseignement sur le territoire des Etats-Unis, c'est la mission du F.B.I. Les moyens dont elle dispose lui permettent de détecter une «balle

de tennis dans un désert». Ses satellites parviennent à écouter des faisceaux hertziens ultra-courts, les photos qu'ils prennent fournissent les bases d'un dénombrement des moyens militaires. Grâce à l'informatique, les techniciens «enrichissent» ces documents de base, leur faisant même révéler si des blindés sont en état de marche. Les systèmes «tout temps», pour lesquels nuages et brume ne sont plus des obstacles, travaillent avec des radars; rien n'exclut que, dans l'avenir, ils ne puissent voir à travers les murs d'un bâtiment. Voilà le contexte de la signature des accords de désarmement entre les deux super-grands: de tels systèmes permettent d'en contrôler l'application sur le terrain.

La N.S.A. (National Security Agency) a trop souvent commis l'erreur classique des analystes débutants qui prétendent comprendre des événements complexes sur la seule base de l'interception de quelques transmissions. Les satellites, la technologie la plus sophistiquée ne sauraient remplacer l'homme intelligent qui exploite ces données, ainsi que les agents qui font leurs rapports. Ces derniers peuvent se dispenser de se brancher, au bon moment, sur des communications intéressantes; ils n'ont pas besoin de se trouver dans le secteur sensible et ils sont à même d'évaluer les informations qui leur parviennent. Encore faut-il que le service évite d'utiliser des vantards, des fonctionnaires mal informés ou des diplomates qui en racontent plus qu'ils n'en savent. L'analyste prudent sait que des informateurs peuvent lui communiquer certaines données pour la simple raison que leur officier traitant recherche ce type de renseignement. Il évite, d'autre part, de ne tenir compte que des éléments qui le confortent dans des idées préconçues, qu'elles soient les siennes, celles de ses supérieurs ou des autorités politiques.

C'est dans l'engagement de ses ressources humaines que la C.I.A. s'est montrée la moins brillante. N'aurait-il pas fallu multiplier les informateurs pour apporter la contradiction à un agent dont il ne faut pas dépendre entièrement? Si celui-ci sait que son officier traitant dispose d'autres sources, il manifestera plus de respect à son égard, évitant de lui dire n'importe quoi.

Pour obtenir des informations d'un service secret étranger, il faut lui fournir en contrepartie des données qui se révèlent intéressantes. Une telle collaboration repose sur le sens de l'opportunité et sur une constante suspicion. Un ami ne peut-il pas changer de camp du jour au lendemain? Cela implique qu'un service de renseignements rassemble des informations autant sur les Etats qui pourraient devenir des ennemis déclarés que sur ceux qui sont des alliés de vieille date. «Espionner un ami est désagréable, mais indispensable.»

Les services secrets américains, faisant une pleine confiance au Shah et à sa *Savak*, analysent d'une manière complètement fausse l'impact d'un Khomeiny qu'ils considèrent comme un religieux sénile et inoffensif. Aucun dispositif d'écoute ne fonctionne dans les bureaux du gouvernement à Téhéran, aucun équipement ultrasophistiqué ne transmet des informations sur l'Iran; la C.I.A. ne dispose pas d'agents dans l'entourage immédiat du Shah.

La chute du régime surprendra aussi tout le monde à Washington, parce que l'événement n'a pas son précédent au XXe siècle: des rebelles, pratiquement sans armes, renversent un régime qui dispose d'une forte armée et de puissantes formations de sécurité. La C.I.A. n'a pas tenu compte de la naissance de l'intégrisme; ses analystes ont suivi les événements au jour le jour avec le seul souci d'y découvrir les éléments importants qui figureront dans les documents destinés au président et à ses principaux collaborateurs. Une telle méthode transforme le travail de renseignement en une simple accumulation de faits qui sont transmis à l'état brut, sans être interprétés. Pour entrevoir le tour que les événements pourraient prendre, il faut émettre des hypothèses; or, à la C.I.A., supposition est trop souvent synonyme de spéculation.

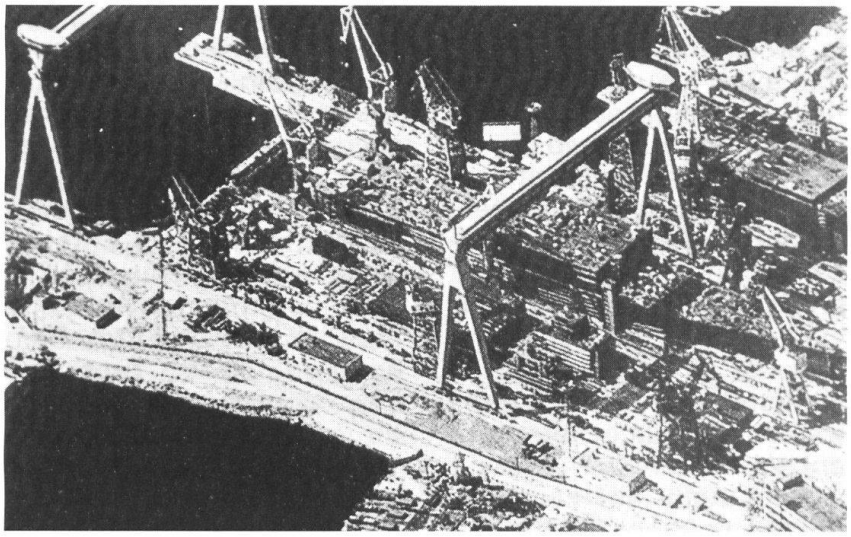
Des sources qui manifestent un souci prospectif et critique, comme *Le Monde* et l'*Economist*, arrivent à l'agence par le courrier régulier, avec une semaine de retard, si bien que personne ne les lit. Rien ne vient déranger les idées préconçues... A la suite de leur échec, les analystes vont peindre le diable sur la muraille à propos du Nicaragua.

Aucun d'entre eux, en effet, ne veut passer à côté du prochain désastre!

Si un service de renseignements veut de bons résultats, il doit prendre des risques. Les agents ont tout avantage à opérer clandestinement sous de fausses identités. Voilà en tout cas la thèse du comte de Marenches, lorsqu'il se trouvait à la tête de la D.G.S.E. Il condamne la méthode de la C.I.A. qui place habituellement ses agents sous une couverture diplomatique, dans les ambassades américaines, ce qui les rend parfaitement identifiables. A Washington, on pense que, sans ce statut, les chefs de station ne pourraient pas avoir de liaison sûre avec la centrale, qu'ils se révéleraient incapables de mettre en sécurité leurs documents classifiés. Donner une couverture discrète à des agents à l'étranger les ravalerait au rang de «vendeurs de pièces détachées» qui n'auraient aucun crédit auprès des officiels du pays hôte. Le renseignement et les opérations qui lui sont liées doivent, dans l'optique américaine, se mener en position de force.

... et de la D.G.S.E.

Cette doctrine prévaut à la D.G.S.E., lorsque Pierre Marion en prend la direction. Il constate avec effroi que les postes à l'étranger se trouvent presque tous dans des pays occidentaux, qu'il n'en existe qu'un derrière le «rideau de fer». 90% des fonctions intéressantes se trouvent aux mains de militaires, les civils se trouvant relégués à des tâches administratives. Ces officiers possèdent rarement une formation qui les prépare aux méthodes d'observation, aux analyses subtiles indispensables dans le renseignement. Ils confondent le politique et le militaire, privilégiant inconsciemment le second. Ils manifestent peu de compétence en économie, en technologie, en industrie et en finance, des secteurs qui constituent aujourd'hui la part essentielle du renseignement. Leurs antécédents les préparent mal à des missions de diplomatie parallèle ou à des opérations d'influence.



Cette photo prise en 1984 par un satellite américain, à une altitude de 150 km, montre le premier porte-avion soviétique en construction quelque part sur la mer Noire.

L'opération contre le *Rainbow Warrior* en 1985, le président de la République et le ministre de la Défense, Charles Hernu, la connaissent, puisqu'ils l'ont autorisée; en revanche, Laurent Fabius, Premier ministre, l'ignore. Elle a été montée de manière très hasardeuse par des militaires plus à l'aise dans l'engagement de commandos que dans une action «chirurgicale» qui doit, à tout prix, ne laisser aucune trace. Ils ont mal apprécié les risques et les précautions qu'il fallait prendre; la direction n'a pas vraiment exercé son devoir de haute surveillance, tandis que la division «Action» voyait cette intervention comme un entraînement, pas tellement comme une mission dangereuse. Selon Pierre Marion, l'affaire du *Rainbow Warrior* montre les conséquences néfastes de la mainmise des militaires sur un service secret. Une autre raison de l'échec ne se trouve-t-elle pas dans la méfiance et le désintérêt des responsables politiques du moment à l'égard des services spéciaux?

Après ce cuisant échec, François Mitterrand interdit à l'amiral Lacoste, directeur de la D.G.S.E., de pénétrer à l'Elysée; il le relèvera de ses fonctions deux mois plus tard. Pendant huit semaines, il n'y a plus de contact direct entre le chef de l'Etat et son responsable du renseignement. Rupture extrêmement dangereuse pour tout le

monde! Quatre ans plus tôt, le président de la République avait assuré Pierre Marion, un des prédécesseurs du malheureux Lacoste, de son «soutien attentif» et d'une «relation privilégiée», lui demandant de réorganiser au plus vite la D.G.S.E. Lorsque le dossier lui parviendra, il ne s'occupera jamais de ce problème et ne soutiendra pas Marion dans les actions que celui-ci sera appelé à mener.

S'appuyant sur ces faits, Marion soutient qu'il faut à tout prix éviter de subordonner un service secret au ministère de la Défense et d'y intégrer trop d'officiers appartenant aux forces armées. Depuis quatre-vingts ans, la Grande-Bretagne dispose de services secrets dont la structure est restée inchangée. Ils jouissent d'un statut civil, sont dirigés par des civils, alors qu'un haut fonctionnaire, dépendant directement du Premier ministre, coordonne leurs activités. Tous emploient des agents civils spécialement recrutés et formés. Aux Etats-Unis, la C.I.A., le F.B.I. et la N.S.A. ont un statut civil. Ils relèvent directement du président, leurs activités étant coordonnées par le Conseil national de sécurité. Ils se trouvent donc complètement dégagés de l'influence du haut commandement militaire.

Pouvoir, media et services secrets

Pour chaque service de renseignements, la priorité absolue, ce sont les estimations analytiques, les prévisions écrites du futur. D'abord, elles permettent aux responsables d'identifier les faiblesses des sources et des personnels dont ils disposent. D'autre part, elles assurent des relations étroites et personnelles avec les ministres de la Défense et des Affaires étrangères, le haut commandement militaire, le chef de l'Etat. Bien entendu, des pressions s'exercent sur les hommes du renseignement. Quand ceux-ci, dans leur effort de prospective, abordent des problèmes sensibles, que leurs conclusions risquent d'avoir un impact important sur les décisions politiques, les milieux officiels se mettent souvent à hurler contre ces «empêcheurs de voir la vie en rose».

Si de telles analyses ne déclenchaient jamais réactions, controverses ou pressions, ce serait l'indice qu'elles n'intéressent personne. En réalité, elles permettent aux experts de mieux comprendre les problèmes et les préoccupations des politiques, non pour qu'ils établissent des estimations conformes aux vœux des dirigeants, mais pour qu'ils se montrent capables de prévoir les obstacles longtemps à l'avance et de donner assez tôt les avertissements nécessaires.

Six mois avant l'invasion soviétique en Afghanistan, le Service de renseignements du Ministère américain de la défense informe la Maison-Blanche de la présence dans ce pays d'un général soviétique spécialisé dans les interventions militaires. De plus, les photos prises par les satellites, les communications interceptées indiquent les intentions du Kremlin... Personne, dans l'entourage du président et au commandement des forces armées, ne tiendra compte de ces conclusions. Obsédés par l'Iran et les otages américains qui s'y trouvent, les responsables se montrent peu disposés à prendre en charge ce nouveau problème.

Sous la présidence de Jimmy Carter, une loi est promulguée qui force la C.I.A. à fournir aux commissions sur le renseignement du Sénat et de la Chambre des représentants des informations régulières et complètes sur toutes ses activités, même les opérations clandestines. Dans certains cas, le chef de l'exécutif peut ordonner que seuls les présidents et les vice-présidents de ces commissions soient mis au courant. Pour l'instant, sénateurs et représentants n'ont pas encore obtenu la possibilité de mettre leur nez dans les fichiers informatisés des services de renseignements!

Certains experts, dont le comte de Marenches, voient dans cette obligation légale un débordement du pouvoir législatif et, surtout, la cause première d'une faiblesse de la C.I.A. et des autres services de renseignements américains. Ce contrôle les rend incapables de maintenir un secret absolu, absolument indispensable, sur des activités dont c'est pourtant la condition essentielle de la réussite et qui découlent d'un *finding* signé par le président. Pour chaque membre de ces commissions parlementaires, la fuite devient un moyen commode d'empêcher une opération acceptée par la majo-

rité de ses collègues. Qui va profiter de l'aubaine, à part les «cibles» visées par la C.I.A.? Les media, qui forment aux Etats-Unis un véritable quatrième pouvoir, disposent ainsi de documents rigoureusement secrets qu'ils s'empressent d'exploiter.

Les grands journalistes suivent les activités des services de renseignements à la trace, publient des articles sur les actions déstabilisatrices ou les raids contre la Lybie, les attentats de Paris, la guerre secrète au Tchad ou au Proche-Orient, les rapports entre les services secrets américains, israéliens et européens. Ils dévoilent une écoute impliquant des moyens hyper-sophistiqués posés sur des câbles sous-marins soviétiques, au large de Kamtchatka.

Bob Woodward, le grand journaliste du *Washington Post*, celui qui a déclenché l'affaire du Watergate, prend contact avec les personnalités officielles pour leur montrer le brouillon de son article. Jusqu'au niveau de la Maison-Blanche, on négocie avec lui une acceptation de ne pas le publier, l'édulcoration d'un passage, voire la position du texte en première page ou à l'intérieur du journal.

En définitive, ces ouvrages, plus ou moins sensationnels, révèlent deux problèmes. Tout d'abord, tous les gouvernements démocratiques éprouvent de grosses difficultés à diriger, à contrôler et à coordonner les activités de leurs services secrets. Les problèmes qui agitent la classe politique et l'opinion en Suisse se posent aussi ailleurs. Ne faisons donc pas de masochisme! D'autre part, des déballages sur la place publique ne portent-ils pas toujours atteinte à la sécurité nationale et, surtout, à la lutte contre le terrorisme, la subversion et le grand banditisme?

H. de W.

[1] Ockrent, Christine; Marenches compte de: *Dans le secret des princes*. Paris, Stock, 1986. 343 p.

[2] Burdan, Daniel: *D.S.T. Neuf ans à la division antiterroriste*. Paris, Laffont, 1990. 384 p.

[3] N'Guyen Van Loc: *Le Chinois. Un grand flic de Marseille raconte*. Paris, Presses de la Cité, 1989. 304 p.

[4] Marion, Pierre: *Le pouvoir sans visage. Le complexe militaro-industriel*. Paris, Calmann-Lévy, 1990. 268 p.

[5] Woodward, Bob: *C.I.A. Guerres secrètes 1981-1987*. Paris, Stock, 1987. 606 p.

[8] Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale.

[7] Mais oui, il faut des fichiers pour combattre le terrorisme et la véritable subversion! En Suisse, les politiciens l'auraient-ils oublié?

GAY FRÈRES
1835 GENEVE